

**DÉLIBÉRATION N°18\_06\_09**

**Assemblée Générale du 14 juin 2018**

**OBJET : Renouvellement d'un contrat de travail à durée déterminée en contrat de travail à durée indéterminée**

**Vu** le Règlement Européen n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006, relatif à un Groupement Européen de Coopération Territoriale,

**Vu** le Règlement Européen n°1302/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, relatif à un Groupement Européen de Coopération Territoriale,

**Vu** la Convention et les Statuts du GECT Pyrénées-Méditerranée signés le 18 juin 2009, modifiés,

**Vu** l'Arrêté du Préfet de Région Midi-Pyrénées en date du 25 août 2009 portant création du GECT Pyrénées-Méditerranée,

**Vu** le Code Général des Collectivités Locales et Territoriales,

**Vu** la Loi n° 84-634 du 13 juillet 1983 modifiée par la loi n° 2007-148 du 2 février 2007, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la Loi n° 83-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

**Vu** le Décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

**Vu** le Décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

**Vu** le premier contrat de travail d'une durée de trois ans de monsieur João Lobo en qualité de chargé de projet enseignement supérieur, jeunesse, et culture couvrant la période du 16 août 2012 au 15 août 2015,

**Vu** le second contrat de travail d'une durée de trois ans de monsieur João Lobo en qualité de chargé de projet enseignement supérieur, jeunesse, et culture couvrant la période du 16 août 2015 au 15 août 2018,

**Vu** le Décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public parent d'un enfant gravement malade,

**Vu** la fiche de poste de chargé de projet enseignement supérieur, jeunesse, et culture,

Vu la déclaration de vacance enregistrée le 12 avril 2018 auprès du centre de gestion des Pyrénées-Orientales sous le numéro 06618046503,

Vu le rapport d'entretien individuel 2017 de monsieur João Lobo,

Considérant que la durée des contrats souscrits au titre des articles 3 à 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 atteint six ans de services publics effectifs sur des fonctions relevant du même cadre d'emploi et du même grade auprès du même employeur,

Considérant que monsieur João Lobo remplit les conditions nécessaires,

Considérant la candidature de monsieur João Lobo,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres,

### DÉCIDE :

**Article 1 :** Monsieur João Fernandes Homem Sousa Lobo est reconduit dans ses fonctions de chargé de projet enseignement supérieur, jeunesse, et culture sous la forme d'un contrat à durée indéterminée à compter du 16 août 2018 tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 2 :** Monsieur João Fernandes Homem Sousa Lobo occupera au début de ce contrat le grade d'attaché territorial 6<sup>ème</sup> échelon.

**Article 3 :** Le Directeur général est chargé de la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Président en exercice,

EUROREGION PYRENEES-MEDITERRANEE  
GECT  
El Centre del món  
35 Boulevard Saint-Andrieu

Joaquim Torra i Pla

CS 323032  
50711 P. PENITENCIARI CEDEX  
SIRET 130 007 511 00038

Pour le Président et  
par délégation, le  
Directeur général,  
Isidre Sala i Quera

### Certifié exécutoire

Transmis en Préfecture le : 20/05/18

Publié ou notifié le :

Copie : Paierie Régionale d'Occitanie.



## CONTRAT DE DROIT PUBLIC A DUREE INDETERMINEE (N°2)

Etabli en application de l'article 3-4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984

Entre l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée représentée par son Président M Joaquim Torra i Pla..... dûment habilité par délibération de l'assemblée générale n° 18\_06\_09 du 14 juin 2018 ci-après désigné **l'établissement employeur**,

Et

**Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO**, ci-après désigné **le co-contractant**,

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale

**Vu** la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment son article 21,

**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatifs aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** la délibération n° 2009-09-01 du 07 septembre 2009 par laquelle l'assemblée délibérante crée des emplois, à temps complet, de Chargés de projet, au grade d'attaché territorial, et autorise le recrutement d'agents contractuels sur ces postes de catégorie A,

**Vu** les précédents contrats dont a bénéficié **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO**, le co-contractant du 8 août 2012 au 15 août 2018, soit au moins 6 ans de services effectifs,

**Vu** la déclaration de vacance d'emploi faite le 12 avril 2018 auprès du centre de gestion des Pyrénées-Orientales, enregistrée sous le n° 06618046503,

**Vu** la délibération n° 17\_06\_03 du 22 juin 2017 relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise, et de l'engagement professionnel,

**Vu** la nouvelle candidature du 15 avril 2018 de **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** au poste de Chargé(e) de projet Enseignement supérieur, Jeunesse et Culture,

**Vu** la proposition du 14 mai 2018 de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée de renouveler son contrat,

**Vu** l'accord à cette proposition de **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO**, en date du 17 mai 2018,

**Vu** l'arrêté n° 18\_012 du mai 2018 portant délégation de fonction et de signature par le Président de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée au Directeur général,

Considérant que la durée cumulée des contrats souscrits au titre des articles 3 à 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 atteint 6 ans de services publics effectifs sur des fonctions relevant de la même catégorie hiérarchique auprès du même établissement,

Considérant, enfin, que le maintien en fonction de l'agent reste justifié par les nécessités et continuité du service,

Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 :** A compter du **16/08/2018**, le contrat d'engagement susvisé de **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO**, recruté en qualité de Chargé de projet Enseignement supérieur, Jeunesse et Culture, au grade d'attaché territorial, est reconduit à durée indéterminée.

**ARTICLE 2 :** La durée hebdomadaire de service de **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** est donc fixée à 35 heures.

**ARTICLE 3 :** **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** percevra le traitement afférent au 6<sup>ème</sup> échelon du grade d'attaché territorial (Indice Brut 600) au prorata du temps travaillé, ainsi que les primes et indemnités instituées par l'assemblée délibérante.

**ARTICLE 4 :** La rémunération de **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** est soumise aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité Sociale.  
**Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** est affilié à l'IRCANTEC.

**ARTICLE 5 :** **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** est soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 et par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 susvisés.

**ARTICLE 6 :** La rémunération de **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** fait l'objet d'un réexamen au minimum tous les trois ans lors de l'entretien individuel annuel au vu du résultat d'une évaluation professionnelle. En cas de changement d'échelon, cette décision peut prendre la forme d'un arrêté de l'établissement employeur ou d'un avenant au présent contrat.

**ARTICLE 7 :** Le présent contrat est susceptible d'être rompu pour l'un des motifs suivants :

**(1) Licenciement à l'initiative de la collectivité (ou établissement) employeur**

En cas de licenciement, **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** a droit à un préavis d'une durée de 2 mois.

L'attribution du préavis tel que déterminé ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat.

Il en est de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique, à la suite d'un congé sans traitement d'une durée égale ou supérieure à 1 mois, ainsi qu'au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.



Le licenciement est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

**(2) Démission du co-contractant**

La démission de **Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** doit être clairement exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Monsieur João FERNANDES HOMEM SOUSA LOBO** est tenu de respecter un préavis d'une durée de 2 mois au moins.

**ARTICLE 8 :** Les litiges nés de l'exécution du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative dans le respect du délai de recours de deux mois.

**ARTICLE 9 :** Le présent contrat sera transmis au représentant de l'Etat, au Comptable de l'établissement et notifié à l'intéressé.

Fait à Perpignan, le 22 juillet 2018

Pour le Président de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée,  
Par délégation, le Directeur général,

Le co-contractant,

Xavier Bernard-Sans

João Lobo

**Annexes :**

- ✓ DVE n°06618046503
- ✓ Délibération n°2009-09-01 du 07/09/2009,
- ✓ Curriculum vitae et candidature de l'agent,
- ✓ Diplômes universitaires de l'agent.

En trois exemplaires originaux transmis le :

Le présent contrat peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV - BP 7007-31068 TOULOUSE CEDEX 07) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.